

**«LE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS
ET DES PARTIS POLITIQUES: UN DÉFI POUR
LA SOCIÉTÉ POLITIQUE ET LA CITOYENNETÉ»**

**Rosa Díez
Députée
Parlement européen**

*«Ce que tu es dépend de la génétique;
ce que tu deviendras, de la politique.»*
Stanislaw J. Lec.

Comme l'illustre très bien la phrase que j'ai choisie pour entamer cette conférence, je me propose de revendiquer l'action politique comme l'instrument le plus valable pour faire évoluer la société et tenter de faire face avec succès aux problèmes et aux imperfections des institutions et du système démocratique.

Le fait même que nous ressentions le besoin de revendiquer la politique dans un forum comme celui-ci, où nous nous retrouvons entre parlementaires et dirigeants politiques d'Europe et d'Amérique latine, montre à quel point les allégations avancées quant au manque de leadership des politiciens, sont d'actualité. Je souhaiterais réfléchir un instant avec vous sur la désaffection des citoyens à l'égard des partis politiques et de leurs membres, ainsi que sur chacun des aspects qui obscurcissent la noble activité de la politique; je voudrais aussi m'attarder sur ce que je considère comme étant les principales causes de ce désintérêt qui dure depuis un bon moment déjà. Je dois vous avertir que je suis une personne positive et donc, au-delà de la profonde autocritique que je me dois de formuler, j'espère qu'au terme de ce débat, nous y verrons plus clair et qu'ensemble, nous aurons commencé à concevoir des perspectives plus optimistes.

Je suis également dotée d'un esprit pragmatique. Il faut bien dire qu'en tant que femme de gauche née pendant la période franquiste - j'ai cinquante-trois ans -, je n'ai eu d'autre choix que d'être optimiste et pragmatique. J'ai vécu la moitié de ma vie privée de liberté sous le régime franquiste; l'autre moitié, je l'ai vouée à la défense de la liberté dans le Pays basque contre une organisation terroriste, l'ETA, qui a assassiné plus de mille citoyens sous l'ère démocratique, tout en souffrant des conséquences d'un gouvernement nationaliste généralement plus préoccupé à consolider ses positions au pouvoir qu'à défendre la liberté et la sécurité de milliers de citoyens basques, poursuivis et menacés par les terroristes sous prétexte de ne pas se plier à leurs prétentions totalitaires.

Malgré cela, ou peut-être précisément à cause de cela, je continue à faire de la politique. Et ce n'est pas uniquement une histoire de vocation, mais l'expérience m'a montré que seule la

politique était capable de changer toutes ces choses qui se révèlent fondamentalement nuisibles au développement et à la dignité des êtres humains.

Face à une situation critique pour les institutions démocratiques et la politique, au moins deux réponses sont envisageables. L'une serait de s'en accommoder et d'en retirer le plus grand profit personnel possible, en se préservant au mieux des conséquences engendrées par les problèmes les plus importants. L'autre serait d'opter pour l'action politique en tant qu'élément transformateur et de se mettre à travailler pour générer des changements institutionnels capables d'établir les conditions élémentaires permettant à la majorité des citoyens lésés par les décisions des politiciens de considérer ces mesures comme positives pour qu'ils cessent d'en souffrir.

Si nous, êtres humains, ne pouvons modifier les lois de la nature, nous sommes en revanche capables de changer les normes légales qui régissent nos institutions et règlent notre système de cohabitation. Ce que l'homme a fait, il peut le changer. Reste maintenant à savoir si l'on préfère se satisfaire de ce que l'on a ou si l'on préfère agir. Ces deux options relèvent d'un choix politique. Si vous me le permettez, j'aimerais utiliser une expression qui n'aurait dans ce cas-ci aucune connotation politique, la première possibilité serait donc l'option conservatrice, favorisant la consolidation des acquis. La deuxième option, quant à elle, reviendrait à dire - sans toutefois exagérer notre faculté à modifier radicalement la situation actuelle - que nous ne pouvons accepter comme inévitables les inégalités et les injustices sociales de notre monde, comme s'il s'agissait là d'un phénomène naturel. Cela signifie que nous pensons que faire de la politique peut contribuer à diminuer l'importance que jouent, dans nos vies et dans notre développement personnel, toutes nos prédispositions génétiques, nos traditions, notre race, notre sexe et notre environnement social.

Comme le dit si bien le philosophe Fernando Savater dans son livre *El valor de elegir (La valeur du choix)*, faire de la politique c'est «...choisir d'élargir le plus possible le consensus sur les institutions sociales et reconnaître que nous vivons dans deux mondes: celui du besoin naturel et celui de la liberté politique. Dans le premier, nous ne sommes que de simples objets régis par les lois, mais dans le second nous pouvons prendre les choses en main et devenir des sujets législateurs.»

Je crois profondément en cette sentence. C'est la raison pour laquelle, en tant que femme pragmatique, je recommande l'action politique. La politique est l'instrument le plus utile de la démocratie, le seul capable de défendre les citoyens, l'instrument qui permet d'intervenir en son nom auprès des autorités qui dirigent le monde sans la moindre forme de contrôle démocratique. C'est pourquoi je veux revendiquer la politique non seulement d'une perspective éthique ou morale mais également d'une perspective utilitaire, si vous me permettez une expression aussi politiquement incorrecte.

Plus le monde devient compliqué, plus évident devient le besoin de politique. Je sais que les citoyens ne partagent pas cette perception, or il est clairement établi que plus la mondialisation est manifeste, plus les décisions sont globalisées et plus il s'avère nécessaire de renforcer les instruments démocratiques qui nous permettent de défendre les droits individuels et les intérêts collectifs.

Il n'est à mon avis pas possible de revendiquer la POLITIQUE avec un grand P sans revendiquer du même coup les hommes politiques et le rôle des partis politiques. Car au bout du compte, ce

sont les partis politiques qui - ici tout comme de l'autre côté de l'océan - dressent les listes électorales et désignent les candidats. Ce sont les politiques, les hommes et les femmes qui composent les chambres législatives et constituent les gouvernements, qui prennent les décisions qui affectent l'ensemble de la société.

Selon *Hannah Arendt*, penseuse allemande du début du XX^e siècle et grande défenseuse et critique de la politique, «*l'essence même de l'homme réside dans son talent à réaliser des miracles, à entamer l'improbable et l'inaccessible, ce que l'on appelle communément agir*». Agir, pour Arendt, est synonyme de liberté. Elle pense que «l'individu, dans son isolement, n'est jamais libre, il le devient s'il prend place dans le substrat de la communauté et que là, il agit...». On pourrait difficilement mieux exprimer le lien entre politique et liberté, entre politique et démocratie.

Je sais qu'il n'est à l'heure actuelle pas très populaire de tenir un pareil discours de revendication de la politique, même pas entre politiciens comme c'est le cas ici. Je suis sûre que vous avez, tout comme moi d'ailleurs, des collègues qui semblent vouloir s'excuser constamment de faire de la politique. Et lorsque quelqu'un leur demande ce qu'ils font, ils répondent quelque chose du genre: «En fait, je suis infirmière ou architecte ou avocate ou médecin ou électricien..., mais je travaille pour le moment au Parlement ou dans telle municipalité». Ils estiment, et les raisons ne leur manquent pas, que la politique ne leur offre aucun prestige. Ce qui est plus préoccupant, c'est qu'ils ne semblent pas disposés à agir en profondeur pour changer cette situation.

Je sais qu'il ne faut pas généraliser les expériences et encore moins les solutions à apporter à un problème. Je pars du principe que pour les Espagnols de ma génération, faire de la politique représentait une véritable aventure, comparable d'une certaine manière à ceux qui sont nés dans une démocratie ou qui ont toujours vécu dans des pays où le mot «politique» évoquait sur-le-champ des attitudes, des actions ou des privilèges peu reluisants d'un point de vue éthique, moral ou simplement démocratique. Pour moi, lorsque j'étais adolescente et que j'ai commencé à me sentir concernée par le monde qui m'entourait, faire de la politique signifiait, pour simplifier, vivre en démocratie. Faire de la politique voulait dire pouvoir discuter de ses idées sans crainte aucune, opposer des opinions, parler en dehors des quatre murs de notre maison des affaires qui nous préoccupaient et de celles autour desquelles mes frères aînés et moi débattions avec mon père. Faire de la politique signifiait pouvoir voter, pouvoir élire nos représentants, ressembler aux autres pays démocratiques du monde. Pouvoir faire de la politique et vivre en démocratie ont toujours revêtu beaucoup de sens pour moi.

Mon père était un socialiste traditionnel, de ceux qui ont défendu la légalité de la République espagnole et de ceux qui ont perdu la guerre. Il nous a appris à respecter les règles et la légalité. Il nous a appris à nous souvenir et à nous tourner vers l'avenir. A travailler aussi. Pour que ni nous, ni nos enfants, ne connaissions jamais une situation comme celle qu'ils avaient dû endurer. Il n'aurait pas voulu gagner la guerre avec effets rétroactifs. C'est pour cette raison qu'il nous a enseigné la valeur de la démocratie et de la politique. Il nous a appris toute l'importance de pouvoir choisir, et toute la fierté que représente le fait d'être élu et de respecter les paroles données. Sans oublier la responsabilité inhérente à chacune de ces décisions. C'est pourquoi je continue d'être très fière de faire de la politique, de représenter les citoyens, de pouvoir être leur intermédiaire.

Mais cet enthousiasme très personnel pour la politique, cette vocation, ne m'empêche pas d'être consciente de l'indifférence des citoyens envers la politique et envers les politiciens. Ni du risque qu'encourt notre système démocratique si nous nous révélons incapables de réagir. C'est la raison pour laquelle je vous parlerai également tous ces éléments que nous, politiciens, avons mal abordés et qui expliquent, d'une certaine manière, cet éloignement de la part des citoyens. Je vous demande de bien vouloir m'excuser si je revendique une fois de plus mon engagement politique. Je sais qu'il est possible de s'engager politiquement sans pour autant militer dans un parti. Je connais en effet de nombreuses personnes - dont bon nombre sont des amis très proches - qui militent activement dans des organisations non gouvernementales de coopération au développement, qui participent à des associations pacifistes, écologistes, féministes,... qui écrivent des articles engagés, qui collaborent à des mouvements anti-mondialisation, qui se mobilisent contre la guerre, contre la peine de mort, contre l'impunité des génocidaires ou des criminels de guerre,... Et je considère que toutes ces activités constituent également des exemples tout à fait dignes d'action politique.

Mais c'est précisément par respect envers ces options personnelles et vitales que je souhaite défendre l'importance des partis politiques et la nécessité d'adapter leurs structures à cette nouvelle société et les transformer ainsi en des instruments véritablement utiles. Si nous croyons en la nécessité de la politique et que nous connaissons le rôle déterminant joué par les partis politiques à l'heure de choisir et de désigner les personnes qui devront diriger et constituer les institutions démocratiques, la proposition de mon collègue, à savoir de changer les institutions, de les remodeler, devra d'abord passer par une refonte des partis politiques.

1.- Changer les partis politiques

Je pars du principe que pour former des institutions politiques fortes, il nous faut des partis politiques forts. Et je pars également du principe que, au-delà des différences structurelles, historiques ou culturelles des partis politiques de différentes tendances formés tant en Europe qu'en Amérique latine, le diagnostic que je compte formuler est applicable à la plupart d'entre eux. En y apportant certaines modifications, presque tous pourraient s'y refléter. Selon moi, et comme je le mettrai en évidence tout au long de cette conférence, il est urgent d'entamer une profonde mutation dans le fonctionnement des partis politiques qui restent ancrés dans les anciennes structures élaborées pour faire face aux problèmes de la société du siècle dernier mais qui se sont avérées fort peu satisfaisantes et parfois inutiles à l'heure de faire face aux défis de la société moderne. Et de l'ère de la mondialisation. Lors des vingt dernières années, des changements structurels et sociaux majeurs ont été opérés.

Les partis politiques ne sont plus aujourd'hui, avec les syndicats, les seuls instruments de structuration de la société même s'ils demeurent bien sûr essentiels pour structurer les institutions politiques. Ils cohabitent aujourd'hui avec des organisations de tendances et de dimensions très diverses; et certaines d'entre elles ne se limitent pas à un seul secteur d'activité mais défendent les intérêts de l'ensemble de la société. On pourrait citer à titre d'exemple, le cas des mouvements écologistes et féministes.

Cette pluralité de structures représentatives sociales répond aux changements qui se sont produits dans nos sociétés, comme par exemple la mobilité, l'accès à l'information, les nouvelles technologies, l'incorporation des femmes dans le domaine du travail, les profonds changements observés au niveau du taux de natalité et de l'espérance de vie, les phénomènes migratoires,...

Parallèlement, et suite à tous ces phénomènes, de nouvelles préoccupations surgissent et de nouvelles valeurs doivent être défendues: le développement durable, l'égalité des sexes, l'accès à l'éducation, l'écologie, la solidarité, la protection de l'enfance, l'égalité des droits civils - et ce quelles que soient les orientations sexuelles ou religieuses -, la protection des minorités, de leur langue, de leur culture,... La notion de citoyenneté est aujourd'hui plus complète et mieux établie, elle est plus exigeante. Les citoyens de ce siècle sont plus critiques vis-à-vis de la démocratie, et encore plus critiques à l'égard des politiciens, même s'ils continuent de penser que ceux-ci constituent un élément clé du système démocratique. Ou peut-être précisément pour cela.

Face à cette nouvelle réalité, à savoir une société plus complexe et organisée de façon tout à fait différente de celle d'il y a à peine vingt ans, les partis politiques sont en pleine crise et commencent à sentir les conséquences de leur rigidité alors que tout évoluait autour d'eux. Ils ne sont plus les seuls instruments de participation citoyenne et ils ne peuvent que constater qu'ils ne sont même pas les plus populaires. Les citoyens souhaitent à l'heure actuelle voir des partis politiques plus proches, plus ouverts, plus transparents. Et le manque de réponse positive de leur part constitue une des principales causes de la désaffection qui s'est produite et que nous allons analyser.

Ce qui est grave, c'est que cette désaffection des citoyens pour les partis politiques a des conséquences négatives sur le système démocratique puisqu'elle se solde par un éloignement des citoyens par rapport aux institutions politiques et à la politique en général, à tel point que certains estiment - et je ne crois pas que ce soit le cas -, que les institutions ne s'occupent pas et ne se préoccupent pas des problèmes de la population.

Cette idée que les institutions sont fermées, éloignées et relativement inutiles est soutenue en grande partie par le fait que les gens ont l'impression que les décisions des partis, lesquels dressent les listes électorales et promeuvent par cet intermédiaire les personnes qui occuperont les charges politiques, se prennent sur la base de critères de répartition interne du pouvoir. On accuse régulièrement les partis d'un manque de démocratie interne, de faire passer les autorités électorales avant les autorités organiques, d'éloigner l'appareil de parti des électeurs. Les politiciens sont parfois davantage perçus comme des leaders luttant pour occuper des charges gouvernementales ou parlementaires que comme des membres d'associations organisées mises au service des citoyens. Et si l'on n'y fait rien, certains pourraient en arriver à la conclusion perverse et dramatique que la démocratie et les élections ne serviraient fondamentalement qu'à conforter quelques personnes dans leur leadership personnel à la tête d'un parti ou d'une institution, ou en tant que membre de l'un ou de l'autre, plutôt qu'à se mettre au service du changement social, véritable objectif de l'action politique.

Les partis, et nous les politiciens, portons tous une part de responsabilité dans la formation de cet état d'esprit. Naturellement, ceux qui insultent la politique et la démocratie représentative en abusant des fils du pouvoir sans aucune justification sont également responsables. Mais occupons-nous plutôt de ce que nous, politiciens responsables, sommes capables de faire. Un des problèmes réside dans le fait que certains politiciens sont des «professionnels de la politique» au lieu d'être des politiciens professionnels; ils font de leur carrière politique plus un travail qu'une vocation, avec pour seul objectif de demeurer en politique jusqu'au point, parfois, de minimiser de mauvais résultats électoraux qui dans tout autre entreprise auraient supposé la démission du responsable, pour parvenir à une stabilité interne, une stabilité convertie en permanence grâce à

des accords croisés, qui est parfois même plus souhaitable qu'une victoire. Je suis certaine que ceci évoque à chacun d'entre vous plus d'un exemple. C'est cette espèce de «cartellisation», d'étatisation des partis, qui finira par les rendre inaptes à toute communication avec la société civile.

Dans des pays comme le mien, où la politique a toujours eu une connotation péjorative, réminiscences probables des années de dictature, on a pendant un certain moment accepté cette image que donnaient les partis politiques d'organisations fermées. Cela a duré tant qu'ils étaient considérés comme des instruments indispensables à la réforme et à la stabilité politique. En Amérique latine, nous pourrions citer de nombreux exemples d'évolutions similaires. Mais aujourd'hui, dans la mesure où la démocratie est consolidée ou qu'il est nécessaire de mobiliser des volontés pour la défendre, les citoyens accordent une immense importance à la transparence et aux réseaux de participation dans les partis. C'est la raison pour laquelle je pense qu'il est urgent de trouver une réponse à cette espèce de mal-être démocratique centré sur les partis qui a des répercussions sur les institutions publiques.

Face à une telle situation, considérée également comme critique par les partis politiques, une des façons de réagir que nous avons observée consistait, pour ces partis traditionnels, à se protéger de cette concurrence surgie suite à l'arrivée des alternatives à la politique et à la représentation des intérêts publics dont nous avons déjà parlé. Grande erreur. Si les partis traditionnels se ferment, s'autoprotègent, la réponse des citoyens sera de leur manifester d'autant plus de désaffection et d'abstention. Ou, ce qui est pire, et comme nous avons déjà pu le constater, surgissent alors parfois des dynamiques de partis extrémistes. Les exemples ne manquent pas, ni en Europe, ni en Amérique latine.

S'il faut réformer les partis parce qu'il faut réformer la politique, et qu'il faut réformer la politique pour la rapprocher des citoyens, la réponse des partis politiques ne peut être autre que celle d'ouvrir ses structures et de se disposer à envisager le changement plutôt que de résister ou de se laisser dépasser par celui-ci. Assumer le risque. Et l'ouverture est le risque qu'il faut courir. Les partis politiques que nous représentons sont appelés à se transformer si nous voulons - comme je le défends - rapprocher la politique des citoyens. Il est vrai que certains changements profonds peuvent générer à court terme des problèmes de stabilité interne dans les partis. Mais, par exemple, est-il imaginable de faire une offre intéressante permettant d'augmenter l'affiliation à un parti si nous ne reconnaissons pas à chacun des militants au moins leurs propres droits de citoyens à l'heure de choisir et de proposer des autorités organiques ou politiques? Il est nécessaire d'élargir la base et la participation sociale des partis, mais aussi leur véritable faculté de vertébration sociale. Tout ceci ne sera dès lors pas possible si nous n'offrons pas aux membres, aux sympathisants et aux militants, une plus grande possibilité d'influer et de participer à la vie interne. Certains pensent qu'il est risqué de couvrir les partis d'une cloche de verre. Mais c'est un risque compensé; transparence et participation sont des conditions nécessaires si nous souhaitons récupérer le prestige des partis pour pouvoir contribuer, grâce à eux, au renforcement des institutions. Si les partis vieillissent, la société se rebelle et finit par nous ignorer. Et ceci est très mauvais pour la démocratie.

Les temps changent, comme dirait *Bob Dylan* dans cette très belle chanson rebelle; mais si les temps changent, c'est que les être humains changent. *Indira Gandhi* rappelait dans sa biographie que quand elle est née, les conseillers de son père, le *Nehru*, recommandèrent à celui-ci de faire en sorte d'avoir un fils le plus rapidement possible pour pouvoir nommer un héritier. *Nehru* leur

répondit que rien au monde ne pourrait changer si nous-mêmes n'étions pas capables de changer. C'est ainsi que Indira aimait répéter qu'elle était l'incarnation même de ce pari sur le changement. Et bien c'est exactement ce que je défends. Il nous faut miser sur le changement, changer la structure des partis, changer notre mentalité, nous adapter à la nouvelle société. Je suis profondément convaincue que seuls des partis politiques forts seront susceptibles de former des institutions politiques fortes, capables d'affronter efficacement les nouveaux problèmes, d'offrir une réponse aux nouvelles aspirations et de résoudre ou de palier les conséquences des nouvelles tragédies dont est victime le monde dans lequel nous vivons.

2. Changer la politique

Cette sensation d'éloignement envers la politique tient aussi en partie à l'incapacité des politiciens à expliquer non seulement le pourquoi des choses mais aussi et surtout le POUR QUOI. C'est la raison pour laquelle je souhaiterais proposer dans cette seconde partie une réflexion sur le besoin d'introduire des changements dans nos discours et dans l'expression de nos engagements; changements qui nous aideront à ce que les institutions démocratiques et les partis politiques soient à nouveau perçus comme des éléments utiles pour la société. Des changements qui intègrent dans nos agendas les problèmes et les préoccupations des gens.

J'écoutais *Simon Peres* dire il y a quelques années à Paris, lors de la réunion de l'Internationale socialiste, que ce qu'il y avait de bon dans ce monde si médiatique était que la télévision rendait insupportable le maintien des conflits et des dictatures. Même si cette affirmation pourrait être malheureusement nuancée, ce qui est certain, c'est que grâce aux nouvelles technologies de l'information, des millions de citoyens se projettent chaque jour dans des images qui nous parviennent presque en temps réel et qui nous témoignent de la violation systématique des droits de l'homme, des tortures de prisonniers, des conditions de vie dans les camps de réfugiés,... Des millions de citoyens prennent conscience de l'impuissance de notre monde à réagir aux catastrophes naturelles, à l'émigration massive de centaines de milliers de personnes qui abandonnent leurs pays par manque d'eau ou d'aliments (vingt millions par an selon une récente étude des Nations unies). Des millions de citoyens nous montrent jour après jour qu'ils sont capables de se mobiliser pour défendre l'égalité des sexes, protester contre les guerres injustes et illégales ou défendre la liberté.

Tout le drame de notre monde nous parvient directement à la rétine par l'intermédiaire des chaînes de télévision. Mais tous ces citoyens qui réagissent face à de telles tragédies ou injustices se plaignent généralement de ne pas recevoir de réponse satisfaisante et durable de la part des pouvoirs publics. Ils nous interpellent sur ce que nous entreprenons concrètement pour éviter qu'il y ait dans notre monde un milliard et demi de personnes qui vivent avec un dollar par jour ou trois milliards qui se débrouillent avec tout juste trois dollars par jour. Ils nous demandent ce que nous faisons pour éviter qu'il y ait dans notre monde plus de trois cents millions d'enfants qui souffrent de diverses sortes d'exploitation. Ils nous demandent ce que nous faisons pour combattre le fléau du SIDA qui infecte en Afrique dix nouvelles personnes chaque jour. Quelle réponse politique reçoivent-ils lorsqu'ils constatent qu'alors que s'effondrent les frontières économiques, commerciales et financières, de nouveaux murs se dressent pour empêcher les êtres humains de se déplacer et les obliger à rester sur leurs terres où ils meurent de faim, de soif et de maladie?

Les citoyens ont besoin d'actions et de discours politiques plus engagés face à tous ces phénomènes qui ébranlent la société. Ils nous disent parfois que seules les organisations considérées comme non politiques, les ONG, peuvent leur apporter des réponses. Mais vous conviendrez avec moi que pour affronter tous ces problèmes, et élaborer une solution, il nous faut développer une stratégie qui dépasse les frontières du national et du sectoriel. Cela nécessite une concertation au niveau de l'action et de la stratégie politiques.

Aucune organisation non gouvernementale au monde, ni aucun pays ne pourrait isolément, et quelle que soit son importance, faire face avec succès à la famine endémique en Afrique, à l'inévitable désertification qui menace notre planète, ou au déséquilibre chaque jour plus important entre pays du premier et du tiers monde. Ou encore au terrorisme et aux mafias qui usent du trafic des êtres humains. Seulement, si les gouvernements du monde, dans une stratégie coordonnée, décidaient d'investir dans l'éducation, la formation et les nouvelles technologies dans les pays du tiers monde, nous pourrions éviter la tragédie de ce fossé qui se creuse entre les pays développés et ceux qui, comme le disait un ami haïtien, sont «en voie de sous-développement».

Je sais que ce n'est pas là une réflexion très originale, mais cet aperçu de la situation actuelle permet de confirmer que seules des institutions internationales plus politiques et plus engagées qu'actuellement, seul un consensus politique de ce qu'on appelle le monde civilisé, permettront de prendre les décisions qui sauveront l'humanité de ces catastrophes ou, à tout le moins, en panseront les blessures. Les ONG ont un rôle essentiel à jouer; elles ont pour coutume non seulement de réagir mais également d'aller au devant et de stimuler les pouvoirs publics. Mais tant les ONG que nous même savons pertinemment bien que l'on n'arrête pas une hémorragie avec des pansements. C'est la raison pour laquelle j'insiste pour que, si la politique souhaite trouver une solution aux grands problèmes de notre monde, récupérer son prestige d'antan ainsi que la complicité des citoyens, nous intégrions dans nos agendas des engagements abordant chacune de ces questions.

Et nous revenons à la question posée au début de cette conférence: la nécessité de renforcer et de refonder nos institutions. Parce que c'est bien l'absence d'institutions fortes qui fait que, avec tant de conflits ouverts de par le monde, aucune solution ne soit envisageable pour aucun d'entre eux. Moyen-Orient, culture des drogues comme unique alternative économique dans certains pays; les camps de réfugiés dans lesquels, comme dans le Sahara par exemple, plusieurs générations ont vu le jour; le maintien de la peine de mort dans de nombreux pays du monde, dont certains sont des partenaires politiques et économiques des nôtres; atteintes systématiques aux droits de l'homme ou persécution pour des motifs de race, de sexe ou de religion sont quelques-uns des exemples les plus évidents de notre échec.

C'est la raison pour laquelle je soutiens qu'il est nécessaire de se lier davantage aux secteurs les plus dynamiques de notre société et de dresser un nouvel agenda politique qui réponde aux nouvelles préoccupations des citoyens. Cette complicité nous est indispensable pour avancer vers un renforcement de nos institutions démocratiques. Sans cela, rien ne sera possible.

Et pour que cette rencontre ait lieu, il nous faut aussi redevenir fier de faire de la politique. Nous avons besoin de regagner la confiance des citoyens et que celle-ci nous rende plus forts. Je sais qu'il est possible que de nombreux jeunes, que les discours politiques ennuiet et qui ne comprennent pas le pourquoi de la politique, puissent s'en écarter encore davantage. Je crois que

les choses iraient bien mieux si nous étions capables de leur expliquer que ce n'est que si l'Europe dispose d'institutions communes plus fortes et plus représentatives, d'une politique extérieure et d'une sécurité commune, d'une voix propre qui nous représente dans le monde entier, que nous pourrions nous faire respecter et exiger d'autres grandes nations - comme les Etats-Unis, la Chine ou l'Inde - qu'ils respectent les droits de l'homme, qu'ils liquident leur dette vis-à-vis de l'ONU, ou qu'ils appliquent le moratoire, ou acceptent l'abolition de la peine de mort. Je crois que nous gagnerions de nombreux membres si nous étions capables d'expliquer que ce n'est que si l'Amérique latine se constitue en un bloc politique qu'elle pourra compter sur la coopération internationale pour faire face aux graves problèmes auxquels est confrontée cette zone géographique.

Bien sûr, pour cela, nous devons être capables de transmettre un message qui soit à la fois crédible et ambitieux. Les citoyens doivent savoir que nous ne nous résignons pas à vivre dans un monde toujours plus injuste, que nous croyons qu'il existe des solutions et que nous ne sommes pas disposés à tranquilliser nos consciences en cédant aux organisations de coopération au développement quelque 0,7 % de notre budget. Que nous avons des propositions transversales ambitieuses, valables et cohérentes pour les 99,3 % restants.

Certaines des données auxquelles j'ai fait allusion pendant cette conférence, liées aux catastrophes et aux drames de notre monde, provoquent en nous non seulement une répugnance morale mais conditionnent également notre sécurité et la paix internationale. Si nous renonçons au rôle joué par la politique en espérant que les désastres nous évitent sans nous atteindre, nous nous trompons. Il n'y a désormais plus ni frontières ni parapluies pour nous protéger des grandes intempéries mondiales. Les attaques terroristes, de par leur cruauté et leur capacité démontrée de frapper dans n'importe quel pays ou latitude du monde, en sont un bel exemple.

Mais il ne faut pas s'effondrer. L'histoire est remplie d'exemples qui nous rappellent comment bon nombre des changements vécus par l'humanité se sont produits parce qu'il n'y avait pas d'autre alternative que d'y faire face. Ce point en particulier, au-delà de ma confiance en la capacité de l'être humain de changer la voie des choses, me permet d'aborder l'avenir avec optimisme. Parce que dans ces circonstances, même les plus réticents, les plus «conservateurs» d'entre nous, savent que nous devons faire face à un défi que l'on ne peut plus différer. Je terminerai par où j'ai commencé. Le monde a besoin de la politique. Mais les politiciens que nous sommes se doivent de renouveler leur discours, d'élargir leurs engagements et de changer leurs priorités s'ils souhaitent se rapprocher des citoyens. Sans leur concours, sans leur complicité, nous resterons pieds et poings liés.

Et je veux bien admettre que j'ai dans cette partie un intérêt idéologique qui va de pair avec mon engagement démocratique; comme je vous l'ai déjà dit, je défends l'action politique par choix et par nécessité. Je déteste la symbolique qui est plutôt le chemin que choisissent ceux qui n'osent rien entreprendre. J'aime me souvenir des mots de *Ramón Rubial*, qui fut président du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) jusqu'à sa mort, et qui répondit à une question d'un journaliste sur la supposée perte des signes d'identité de la gauche qui, selon lui, avait fait les beaux jours du PSOE: «*La seule révolution utile en démocratie est celle que l'on peut écrire au Bulletin officiel de l'État*». Il est évident que, pour pouvoir écrire dans le Bulletin officiel de l'État, il faut gagner les élections et pour ce faire, nous avons besoin du soutien et du vote des citoyens.

J'aimerais, si vous le permettez, vous lire pour terminer une citation tirée du livre du philosophe Fernando Savater que je vous ai déjà mentionné. *«Si nous devons aujourd'hui résumer en un seul mot le projet politique le plus digne à mener, je choisirais celui-ci: citoyenneté. Autrement dit la forme d'intégration sociale participative basée sur le partage des mêmes droits et non sur l'appartenance à certains groupes liés par le sang, la tradition culturelle, le statut économique ou la hiérarchie héréditaire. Si quelque chose doit être globalisé, c'est précisément la reconnaissance effective de l'humain par l'humain. Choisir la politique, c'est le petit geste personnel que chacun est en mesure de réaliser, de son apparente petitesse qui ne renonce pas à chercher des compagnons et des complices, pour tirer le meilleur possible des fatalités supposées irrémédiables».*